



UNSA Territoriaux CUS

Immeuble de la Bourse - 1, Place de Lattre de Tassigny - 67076 STRASBOURG Cedex

Poste 39707 ou 38307 - Tél. : 03 88 60 97 07 - Port. : 06 32 10 95 72

E-mail UNSA CUS : unsa.syndicat@strasbourg.eu

Site UNSA CUS : <http://unsacus.e-monsite.com/> Site UNSA UD 67 : <http://unsaterritoriaux67.e-monsite.com/>

INFOS DERNIÈRES

N° 649 - 30 juin 2014

ATSEM en contrat «VTE»

Le nombre d'ATSEM en contrat «VTE» dont le contrat arrivait à échéance en 2014, généralement le 31 août 2014 ou le 31 décembre 2014, est de 17.

Ce sont ces collègues qui pourront bénéficier des dispositions mises en place suite aux multiples interventions de l'UNSA (voir [INFOS DERNIÈRES n° 640 du 26 mai 2014](#)).

16 autres ATSEM sont en contrat «VTE».

Expérimentation du télétravail

Lors de la réunion du 24 juin 2014 du groupe technique «Formation», le cahier des charges d'une action de formation préalable à la mise en place du télétravail à la CUS nous a été remis.

Deux formations sont prévues :

- une formation «savoir télétravailler» pour les télétravailleurs,
- une formation «encadrer un-e télétravailleur-se» pour les responsables hiérarchiques.

La durée de la formation a été évaluée à une journée, pour des groupes de 12 stagiaires maximum.

Il nous a été indiqué que, pour le moment, une soixantaine d'agents s'étaient portés volontaires pour l'expérimentation du télétravail.

Accès à l'emploi titulaire des contractuels

Tous les agents contractuels de la CUS qui se sont présentés cette année à une sélection professionnelle dans le cadre du décret n° [2012-1293](#) du 22 novembre 2012 ont été reçus.

Il s'agit d'agents relevant de la catégorie B.

CSFPT du 11 juin 2014

Lors de la séance du 11 juin 2014, le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale a émis un avis défavorable sur 2 projets de décret relatifs aux policiers municipaux :

- projet de décret portant modifications de diverses dispositions relatives aux cadres d'emplois de police municipale de la fonction publique territoriale,
- projet de décret portant dispositions indiciaires applicables aux agents de police municipale et aux directeurs de police municipale.

Le premier projet de décret a pour objet de revaloriser la carrière des agents de police municipale en leur permettant d'accéder - de manière contingentée en fonction de la strate démographique à laquelle appartient leur collectivité et de l'importance du service de police municipale - à un échelon spécial doté de l'indice brut 567.

Cet échelon spécial est commun aux grades de brigadier-chef principal et de chef de police municipale.

En outre, ce texte procède à la création d'un grade d'avancement dans le cadre d'emplois des directeurs de police municipale, doté de l'indice brut terminal 801, accessible au choix pour les agents encadrant un service de police municipale comprenant au moins deux directeurs.

Le deuxième projet de décret fixe les échelonnements indiciaires des grades de brigadier-chef principal, de chef de police municipale et du grade d'avancement du cadre d'emplois des directeurs de police municipale.

Mutuelle de France Prévoyance

Aucune nouvelle de l'administration à ce jour